



Israël veut-il expulser sa population d'origine arabe ?

Patrick Strickland - *Netanyahu aurait le projet de déplacer de force vers la Cisjordanie la population de certains villages arabes, et d'annexer dans le même temps les colonies juives.*

Les dirigeants palestiniens et les groupes de défense des droits de l'homme ont condamné une proposition du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu de transférer certains villages arabes sous le contrôle de l'Autorité palestinienne et de retirer aux citoyens concernés leur citoyenneté [israélienne].

Le plan, qui a été présenté pour la première fois par la télévision israélienne Canal 2, était censé être transmis aux responsables américains. Cela permettrait à Israël d'annexer des colonies juives en Cisjordanie occupée, dans le cadre d'un accord définitif avec les dirigeants palestiniens.

« La question n'est pas apparue comme une proposition distincte, mais dans le cadre d'une proposition d'arrangement global avec les Palestiniens », a déclaré un officiel à Canal 2, comme cela a été rapporté par le quotidien israélien Haaretz.

Yousef Jabareen, député à la Knesset, a qualifié le transfert forcé de population et l'annexion de colonies - considérées illégales en droit international - de « crimes de guerre ».

« Les citoyens arabes d'Israël n'ont pas reçu la citoyenneté par grâce, mais par le fait qu'ils vivent dans leur patrie historique », a-t-il déclaré à Al-Jazeera.

« Cela contraste avec les colons de Cisjordanie, qui occupent illégalement des terres qu'ils ont volées par la force à leurs propriétaires palestiniens ».

On estime que 1,7 million de Palestiniens vivent dans des villes et villages d'Israël et ont la citoyenneté israélienne. Ils sont soumis à des dizaines de lois qui limitent leur expression politique et leur accès aux ressources de l'État, selon le [Centre juridique Adalah](#) pour les droits des minorités arabes, basé à Haïfa.

Dans une déclaration envoyée par courrier électronique à Al Jazeera, Adalah a dénoncé la proposition de Netanyahu.

« Parler de ces plans ou négociations - en particulier sans le consentement des citoyens qui seraient directement touchés - est raciste car cela rend leur citoyenneté inférieure, temporaire, vulnérable et soumise aux caprices de la négociation politique », a déclaré le communiqué.

Netanyahu n'est pas le premier responsable israélien à préconiser le transfert de citoyens palestiniens d'Israël vers la Cisjordanie.

Ofer Zalzberg, analyste sur Israël et la Palestine au [International Crisis Group](#), a soutenu que le rapport devrait être « pris avec des pincettes ». Il a noté que Netanyahu a été confronté à une forte pression venue de la droite israélienne, à la suite d'une récente [flambée de violence](#) dans Jérusalem-Est occupée et le reste de la Cisjordanie.

Zalzberg a déclaré qu'il était douteux que la proposition soit soutenue par l'administration du président américain Donald Trump. « Ce projet n'a pas de partenaire à Ramallah et fera face à une très forte résistance de la part de la population palestinienne israélienne, ce qui constituerait une erreur majeure pour l'administration Trump si elle soutenait cela », a-t-il déclaré à Al-Jazeera.

Au cours des dernières années, le ministre de la Défense [Avigdor Lieberman](#) [extrême-droite raciste et fascisante], a demandé que la minorité palestinienne soit expulsée, en proposant précisément l'expulsion des résidents du ainsi-nommé Triangle, une région principalement peuplée par des Palestiniens et située sur la frontière entre Israël et la Cisjordanie.

Ayant pris connaissance de la proposition de Netanyahu, Lieberman a accueilli la nouvelle dans un message Twitter jeudi soir, où il disait : « Monsieur le Premier ministre, bienvenue dans le club ».

[Tzipi Livni](#), l'ancienne ministre des affaires étrangères du pays et un membre de haut rang de l'Union sioniste, a poussé les négociateurs palestiniens à accepter un échange de terres qui verrait plusieurs communautés palestiniennes en Israël transférées sous le contrôle de l'AP, selon les [documents divulgués](#) par Al Jazeera.

Selon cette version de l'accord, les citoyens palestiniens d'Israël auraient probablement le choix de rester dans leurs villes et villages [passant sous contrôle de l'AP] ou de conserver leur citoyenneté.

Diana Buttu, conseillère politique d'[Al-Shabaka](#), le Réseau de politique palestinienne et ancienne négociatrice de l'Organisation de libération de la Palestine, a déclaré que l'idée de transférer des Palestiniens de ce qui est nommé aujourd'hui Israël est un thème récurrent des partis politiques israéliens.

« Netanyahu semble penser qu'Israël est au-dessus de la loi et, malheureusement, en raison de l'absence de réaction du monde, il a peut-être raison », a-t-elle déclaré à Al Jazeera, notant que le plan violerait le droit international.

« L'idée est qu'ils veulent se débarrasser des Palestiniens, et les citoyens palestiniens d'Israël sont la part de la population qui empêche Israël d'être un État purement juif ».

Avec plus de 1,7 million de Palestiniens dans le pays, cependant, le gouvernement israélien a souvent préféré mettre en œuvre des politiques et des mesures visant à décourager le sentiment de l'identité palestinienne parmi les Druzes, les Chrétiens et les Musulmans qui forment la minorité arabe.

Le mois dernier, un débat mouvementé a éclaté dans une session de la Knesset sur un projet de loi visant à désigner officiellement Israël comme un « État-nation [exclusivement] juif ». Le

gouvernement israélien a également tenté de favoriser le recrutement militaire parmi les chrétiens palestiniens en Israël – une partie de ce que les critiques décrivent comme une stratégie de « diviser pour régner ».

Au cours des dernières années, plusieurs projets de loi ont visé à priver la langue arabe de sa reconnaissance de langue officielle du pays, mais aucun n'a encore été mis en œuvre.

« Ils ont essayé pendant des années de nous transformer en bons Israéliens, mais les gens n'ont pas mordu à l'hameçon », a déclaré Buttu.

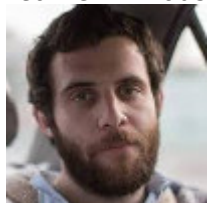
Dahlia Scheindlin, une analyste politique qui écrit pour [+972 Magazine](#), a soutenu que parler « d'échanges de terres » est une caractérisation trompeuse de la dernière proposition. Elle préfère parler de « transfert forcé ».

« Beaucoup d'Israéliens ne verraient aucun problème avec ces ainsi-nommés échanges de terres ... À l'oreille israélienne, cela ressemble à une approche logique et propre », a déclaré Scheindlin à Al-Jazeera.

Alors que Scheindlin souligne que les données de sondage sont rares lorsqu'il s'agit de l'état de l'opinion publique israélienne sur les échanges de terres et l'expulsion de la minorité palestinienne, le soutien à [une solution à deux États](#) a considérablement diminué entre 2010 et 2017, passant de 71% à 51%.

L'année dernière, le [Centre de recherche Pew](#) basé à Washington a constaté que près de la moitié des Israéliens juifs pensaient que « les Arabes devraient être expulsés ou transférés d'Israël », bien qu'il ne précise pas si les personnes interrogées voient la Cisjordanie occupée comme faisant partie de leur pays ou comme entité distincte.

Expliquant que les Palestiniens en Israël n'ont pas l'intention de quitter leurs terres et leurs maisons, Buttu relève que des propositions telles que celles de Netanyahu sont le reflet d'une incontournable réalité : « Nous [Palestiniens] leur rappelons constamment le fait colonial israélien ».



* **Patrick O. Strickland** est un journaliste et grand reporter américain indépendant spécialiste des questions de justice sociale et des droits humains au Moyen-Orient et spécialement en Palestine. Il écrit pour de nombreux médias notamment al-Jazira, Alternet, VICE News, Deutsche Welle, Syria Deeply, AlterNet, Electronic intifada, Socialist Worker etc ...

Son compte Twitter : [@P_Strickland_](#)

Articles du [même auteur](#).

7 août 2017 - [Al-Jazeera](#) - Traduction : [Chronique de Palestine](#)